

BÉJAÏA

Les avocats en colère

Les avocats affiliés à l'Ordre régional des avocats de Béjaïa sont montés hier au créneau à travers un rassemblement observé devant le tribunal de Béjaïa en signe de protestation contre la «non-prise en charge de leurs revendications».

Les robes noires de Béjaïa ont également décidé de boycotter les travaux de cette 3^e session criminelle de l'année judiciaire en cours qui s'est ouverte dans la même journée de ce dimanche, selon le communiqué du bâtonnier.

Mobilisés pour faire entendre leur voix, les quelque 900 avocats que compte le barreau de Béjaïa entendent à travers le boycott de cette session criminelle exprimer leur colère face à «la dégradation» de leurs conditions de travail et les «intimidations» venant des instances judiciaires locales.

Tout en déplorant «le manque flagrant de l'encadrement au niveau des juridictions dépendantes de la cour de Béjaïa, un déficit en magistrats et greffiers qui entrave le travail des avocats», l'Orav se plaint «des multiples intimidations, œuvres de quelques juges et greffiers, dont sont victimes des avocats, comme en témoignent les requêtes adressées à l'Orav par des avocats de Béjaïa», a-t-on signalé.

L'Orav qui réclame d'être «associée dans la confection de plannings de la tenue des sessions ordinaires» s'est insurgé contre «le retard incompréhensible accusé pour l'ouverture des tribunaux saccagés lors des événements de janvier 2011, dont ceux de Kherrata, Amizour, Sidi Aïch et

l'annexe de Tazmalt». Il convient de signaler par ailleurs que pas moins de 69 affaires sont enrôlées au programme de la troisième session criminelle du tribunal de Béjaïa pour l'année en cours. Il s'agit entre autres des affaires liées à l'homicide volontaire avec préméditation, constitution de groupes de malfaiteurs, coups et blessures volontaires avec armes blanches, faux et usage de faux, trafic de drogue et détention de marchandises prohibées, importation de psychotropes, viol sur mineur, incen-

die volontaire et attentat à la pudeur, sont autant de griefs retenus à l'encontre des mis en cause dans ces affaires criminelles.

Cette troisième session criminelle du tribunal de Béjaïa, selon le parquet, qui s'est ouverte hier prendra fin le 14 décembre prochain.

A noter aussi qu'à l'appel de la même organisation des robes noires, une action de protestation sous les mêmes mots d'ordre a été observée le 23 février 2015.

A. Kersani

Une stèle à la mémoire d'un maire victime du terrorisme

Le 5 novembre 2008, Chibane Fatsah, maire de Timezrit (Béjaïa), qui rentrait d'une mission d'Alger à bord d'un véhicule de l'APC accompagné de son chauffeur et du chef de parc de la commune, était lâchement assassiné dans un guet-apens dressé par un groupe armé sur la RN 12 à la sortie d'Adekar, plus précisément au lieu-dit Alma Izamaren, situé à moins d'un kilomètre d'un point de contrôle fixe de la BMPG de Lambert et à quelques encablures aussi de l'intersection menant vers Tifra -Sidi-Aïch et El Kseur.

Hier dimanche, à l'occasion du 8^e anniversaire de la tragique disparition de ce martyr fauché par les balles assassines des hordes terroristes islamistes, un ému-

vant hommage a été rendu à cet élu, un militant invétéré de la démocratie. Des maires et des élus de la région, des militants politiques, les autorités de wilaya et la famille du défunt étaient présents à l'inauguration d'une stèle érigée en la mémoire du défunt par les APC de Tifra, Timezrit et Adekar, à l'endroit même du cruel et lâche attentat qui a arraché à la vie ce père de famille.

Une initiative saluée par la population locale. Le wali de Béjaïa a décidé à l'occasion également de baptiser le lycée de Timezrit du nom du martyr Chibane Fatsah «par devoir de mémoire et pour que nul n'oublie la décennie noire», a-t-il souligné dans une déclaration à la radio.

A. K.

Des demandeurs de logement ferment le siège de la daïra d'Akbou

Des demandeurs de logement ont procédé hier à la fermeture du siège de la daïra d'Akbou pour réclamer la distribution des logements achevés depuis plus de deux ans.

«Pas moins de 400 logements ont été réalisés à travers différentes localités de la daïra ; malheu-

reusement, on attend à ce jour leur distribution», se plaint un demandeur de logement sur les ondes de la radio locale.

Les protestataires qui ne comprennent pas le retard accusé pour distribuer ces logements en appellent à la première autorité de la wilaya pour «débloquer la situation et permettre à de nombreuses familles de trouver enfin un toit».

En attente d'affectation, le responsable de la daïra d'Akbou, qui est concerné par le mouvement de mutation des chefs de daïra décidé par le chef de l'Etat, a fait savoir qu'il ne pouvait pas se prononcer sur l'affaire et qu'il faudra de ce fait attendre l'arrivée du nouveau responsable en vue d'envisager la distribution de ces logements.

A. K.

BOUIRA

Des dizaines de citoyens devant le siège de la Wilaya

Plusieurs dizaines de citoyens de la région de Ouled Kfifa, située à 7 kilomètres au sud-ouest de Bouira et relevant de la commune de Bouira, se sont rassemblés, hier matin, devant le siège de la Wilaya pour rappeler au nouveau wali les promesses faites par l'ex-wali, Nacer Maskri qui vient d'être muté à Sétif.

Ainsi et selon les représentants de ces citoyens que nous avons rencontrés sur place, les problèmes auxquels font face les habitants qui sont plus de 300 familles à vivre éparpillées sur cette vaste contrée dont plusieurs vivent de leurs terres, quand ils ne sont pas des commerçants dans la ville de Bouira, sont très nombreux.

En premier lieu, ils évoquent le projet de gaz naturel pour la localité de Chraga, aux limites entre les communes de Bouira et d'El Hachimia et pour lequel l'ex-wali avait promis le démarrage des travaux, au plus tard trois jours après les fêtes de l'Aïd. Or et toujours selon ces représentants, plusieurs semaines sont passées depuis et le projet n'a toujours pas démarré. Pourtant, selon eux, toutes les études ont été faites et les familles qui ont été informées du démarrage imminent du projet se sont même empressées de fêter l'événement, avant de déchanter.

Cela étant, les protestataires ont évoqué d'autres problèmes dont entre autres, l'assainissement qui n'est pas réalisé encore pour la localité de Chraga, le transport scolaire, surtout pour les lycéennes qui doi-

vent parcourir, lorsque le transport public fait défaut, plus de 7 kilomètres à pied pour rejoindre les lycées du chef-lieu de wilaya, le transport urbain qui manque pour les habitants de cette localité et enfin, l'insécurité régnante à cause

de l'absence d'une brigade de la gendarmerie ou à tout le moins des patrouilles régulières qui doivent se faire de jour comme de nuit pour mettre fin aux vols à répétition signalés dans la région.

En effet selon eux, en l'espace d'une année, ce sont plus de vingt vols dont des vols de bétails entre ovins et bovins, ainsi que des cambriolages des habitations qui sont signalés, alors que les autorités de la commune et de la wilaya n'ont pas bougé pour le moment le petit

doigt pour mettre fin à ce phénomène, dont la principale cause est le manque d'un corps de sécurité sur cette vaste région pourtant des plus stratégiques pour le chef-lieu de wilaya en terme de politique de sécurisation du chef-lieu de la wilaya. Cela étant, notons qu'une délégation a été reçue au niveau du cabinet du wali où des promesses quant à la prise en charge des doléances de ces habitants ont été réitérées.

Y. Y.

TIPASA

Les perspectives du Plan aquapêche

Selon les informations révélées par le plan de développement de l'aquaculture, ce secteur comprend l'aquaculture marine, l'aquaculture continentale, saharienne et d'eau douce.

L'aquaculture marine comprend quant à elle des projets de pisciculture avec le volet de la production de conchyliculture et la production de crevette-culture marine.

Précisons par ailleurs que la pisciculture est l'une des branches de l'aquaculture qui désigne l'élevage des poissons en eau douce, saumâtre ou salée. Quant à l'aquaculture d'eau douce, elle comprend la production de la pisciculture, de l'aquaculture intégrée et de la pêche continentale.

On distingue la pisciculture continentale, issue de l'aquaculture continentale, qui désigne l'ensemble des activités aquacoles conduites en eau douce et la pisciculture marine qui désigne l'ensemble des activités piscicoles conduites en eau

de mer à l'instar de la reproduction, l'élevage, et la conservation de poissons par des moyens qui complètent ou remplacent ceux qui sont normalement présents dans la nature.

A la lumière de ces explications, quel est l'état des lieux au niveau de la wilaya de Tipasa ?

On nous a révélé qu'il y a plusieurs infrastructures, notamment la ferme de pisciculture marine et le centre conchylicole de Bou-Ismaïl, ainsi que le centre de pêche continentale de Boukourdène, sis à 10 kilomètres de Tipasa. Ainsi, nous sommes informés que la conchyliculture est l'élevage des coquillages, une forme d'aquaculture, sur une zone classée, dédiée à la production professionnelle ou surveillée dans le cadre de la pêche de loisir.

La production de la ferme conchylicole opérationnelle de Bou-Ismaïl est de 25 tonnes/an.

S'agissant des projets en cours de réalisation, il existe un projet de ferme intégrée de conchyliculture-tourisme réalisée à 50%. Il y a aussi la création d'une zone d'activité aquacole au niveau de

Damous dédiée à 20 promoteurs. Dans ce cadre, il a été procédé à l'octroi de six arrêtés de concessions pour la réalisation de 5 fermes piscicoles en off-shore et une ferme conchylicole

Le programme d'investissement dans le cadre du système d'accompagnement à l'investissement productif dans les filières de la pêche et de l'aquaculture (Saipa), pour la wilaya de Tipasa se présente comme suit : onze projets d'aquaculture marine avec une production prévue de 6 000 tonnes, générant 280 emplois directs.

Outre ces projets, il convient de considérer le programme d'intégration de l'aquaculture à l'agriculture dans le milieu agricole, qui intègre 37 exploitations agricoles, 42 bassins d'irrigation générant un volume total de 42 000 m³ et concernant une surface irriguée de 400 hectares, avec des perspectives prévisionnelles de production de 5 000 tonnes, permettant l'ensemencement de 8 400 espèces d'alevins du type Carpe et Tilapia.

Houari Larbi

NAÂMA

Matinée de protesta à Aïn-Sefra

Des dizaines de citoyens de Hay Mouileh à Aïn-Séfra ne décollèrent pas depuis samedi dernier vers 8 heures du matin ; ils ont coupé complètement la RN6 qui, à l'entrée principale de la ville de Aïn-Séfra est jonchée de barricades de pierres et de pneus en flammes, causant ainsi une paralysie du trafic routier. Ils demandent la présence du premier responsable de la wilaya, pour lui expliquer que leur quartier manque de développement local, l'une des principales raisons qui ont poussé les manifestants à agir de la sorte.

Aucune autorité (chef de daïra par intérim), élus du peuple, élus locaux, ou autres représentants du wali, n'ont pu faire revenir les citoyens à la raison. Seule la présence du wali est demandée. Mais on ignore tout de même les raisons du premier responsable qui n'a pas daigné répondre aux doléances des protestataires dès les premières heures, alors que la route est restée coupée à la circulation durant plus d'une journée et demie.

Ce n'est donc qu'en début d'après-midi de ce dimanche que le wali, M. El-Ghazi, devait se rendre à la rencontre des protestataires. Tous les véhicules étaient restés bloqués dans les deux sens, certains en provenance du nord ont dû rebrousser chemin et faire de longs détours, soit par Naâma-Asla-Tiout puis Béchar, soit par le hameau de Harraz-Sfissifa-Founassa puis Béchar et vice-versa, ce qui n'était pas le cas pour certains qui sont restés bloqués dans les deux sens.

Aïn-Séfra s'est donc réveillée ce samedi dans un grand mouvement de protestation jamais égalé par le passé.

C'est sous haute surveillance sécuritaire qu'une réunion de travail s'est tenue au courant de l'après-midi de ce dimanche entre le premier responsable de l'exécutif, M. El-Ghazi Abdelhamid, et les représentants des citoyens protestataires, en l'absence de la presse locale, malheureusement «renvoyée» par le dispositif sécuritaire du wali, sans connaître les raisons.

Après un compromis avec les protestataires, le wali devrait rendre visite au quartier «Mouileh» dans la journée d'aujourd'hui lundi, et rencontrer les mécontents sur les lieux. La RN6 a été finalement rouverte petit à petit à la circulation après plus de 30 heures de fermeture, de même que le trafic ferroviaire qui était également bloqué a été rouvert.

B. Henine